

## La direction veut brader ses salariés, malgré les bénéfices !

### Milliard dollar baby

PSA a annoncé ses résultats financiers pour le 1<sup>er</sup> semestre 2015, comme à son habitude, pendant les congés d'été, pour éviter des réactions spontanées de salariés qui subissent un gel des salaires depuis 3 ans et les méfaits de l'accord compétitivité (NCS).

Les bénéfices nets pour le 1<sup>er</sup> semestre s'élèvent à **571 Millions €**. Comme le prédit la CGT depuis le début de l'année, les bénéfices nets annuels seront sans doute supérieurs à 2014 (905M€), et pourraient dépasser le milliard d'euros.

Il n'existe donc plus aucune raison de :

- Bloquer les salaires.
- Geler les embauches en CDI.
- Continuer cette politique d'externalisation massive.



### La mobilisation a commencé

Le mardi 21 juillet, des dizaines de salariés du roulage à Belchamp\* sont descendus en cortège automobile jusqu'à la portière Ouest, sur le site de Sochaux.

Au cours d'un long entretien avec le DRH du site, ils ont pu exprimer leur colère face à ce projet de vente à SEGULA et ont eu deux revendications importantes :

1. Le maintien des activités de roulage au sein de PSA.

2. Le maintien du statut PSA (pas question de perdre à nouveau, le moindre acquis social).

*\*Des salariés du ferrage à Sochaux concernés par la vente de leur activité étaient également présents.*

**Les grévistes ont convenu de poursuivre l'action en septembre, sans se contenter des vagues promesses d'accompagnement de la direction PSA. Accompagné vers la sortie ? Non merci !**

### « Chantage » à l'expédition

Pour les salariés de l'Expédition de Véhicules Neufs, les choses sont légèrement différentes. En effet, GEFCO ne peut pas se payer ces activités immédiatement puisque l'entreprise a mis en place, en ce début d'année, un plan de suppression d'emplois (elle ne peut pas d'un côté prétendre à des difficultés financières et de l'autre, acheter des activités complètes à PSA).

Du coup, la direction veut mettre à disposition de GEFCO les salariés d'EVN, jusqu'à la vente définitive (la direction continue pourtant à nier cette future vente).

Pour cela elle veut faire signer un avenant à leurs contrats de travail aux salariés et pour s'assurer un maximum de signatures, la direction indique que les non-signataires seront priés d'aller « se faire voir » au montage ou ailleurs !

### La mobilisation doit continuer

Les salariés d'EVN doivent refuser massivement ce chantage éhonté, en démontrant ainsi à la direction qu'ils ne sont pas de « vulgaires marchandises ».

**L'ensemble des salariés menacés d'externalisation à court ou moyen terme doivent s'unir pour obtenir des garanties pour leur avenir et celui de leurs familles !**

### L'exemple de PCI

Rappel : Lorsque la direction filiale l'outillage (PCI) et l'externalise à Technoland, la CGT très

influyente dans ce secteur, obtient que les salariés restent sous statut PSA. Quand en 2007, la direction constatera l'échec de sa stratégie, cela permet-

tra à tous de réintégrer le site de Sochaux. La preuve que des alternatives existent !

## Stop aux politiques antisociales

### Paroles, paroles...

Malgré l'augmentation des bénéfices en 2015, la direction a tout de même décidé de supprimer les lignes de bus pour les salariés en horaire de journée.

Il ne reste plus que deux lignes, et les salariés doivent payer la moitié de la prestation tous les mois.

La direction avait promis de trouver une solution individuelle à chaque salarié mais c'est loin d'être le cas, et une chose est sûre, c'est que ceux qui se sont retrouvés sans transport gratuit ont dû mettre la main à la poche pour venir travailler. Ce n'est pas la misérable prime de transport qui va les aider à boucler les fins de mois.

**La direction de PSA, avec plus d'un milliard de bénéfice en fin d'année, elle, n'aura aucun mal à boucler le budget !**

### Renvoi des intérimaires

Avec la suppression d'une demi-équipe en 3008 à partir du 18 septembre, ce sont 300 ouvriers de fabrication qui ont été priés d'aller pointer à Pôle Emploi. La proposition de la CGT de répartir ces effectifs dans toute l'usine pour soulager les charges de travail de tous, n'a pas été retenue, malgré les très bons résultats économiques de l'entreprise.

**Incroyable** : Sous prétexte de personnel insuffisant, la direction a bloqué les départs volontaires des ouvriers, alors qu'elle en licencie 300, dans le même temps. Les plus anciens et ceux qui avaient d'autres projets devront rester pendant que d'autres sont congédiés. C'est comme ça chez PSA !

### Sauvons nos pensions de retraite

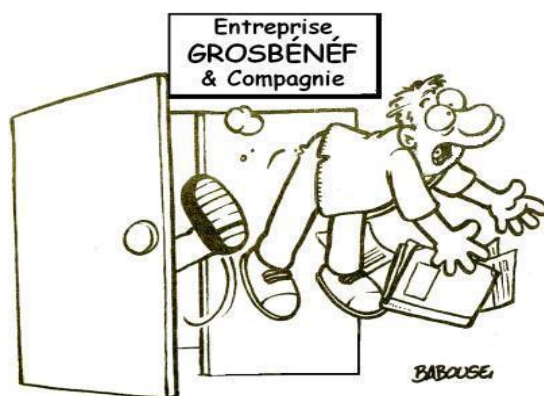
Entamées sous tension le 17 février dernier, les négociations sur les régimes complémentaires n'ont pas débouché avant les congés d'été, car M. GATTAZ n'a rien voulu lâcher de ses prétentions à faire baisser le niveau de couverture sociale.

Jusqu'à maintenant, l'unité syndicale face aux reculs imaginés par le patronat a tenu bon. Mais on imagine bien que le MEDEF compte aussi sur un échec de la négociation pour faire imposer des dispositions inacceptables par le gouvernement qui reprendrait la main.

Ce scénario n'est pas une fiction, c'est exactement ce qui s'est passé avec la reprise en main du dossier sur la modernisation du dialogue social. La loi Rebsamen a en effet réintroduit des dispositions rejetées et combattues lors de la négociation avortée.

**Il va donc maintenant beaucoup dépendre de l'intervention des salariés et des retraités pour rejeter les propositions du MEDEF.**

**D'ici au 16 octobre, date de la prochaine réunion de négociation, organisons la mobilisation !**



**Le 08 octobre :**  
**Une date à retenir !**

Durant toute cette année, les salariés et les retraités se sont mobilisés à plusieurs reprises pour exprimer leurs attentes, leur exaspération grandissante face à une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader et pour exiger une autre répartition des richesses qu'ils produisent.

Des actions se sont développées pour exiger de travailler mieux et moins, d'améliorer les conditions de travail et de réduire la durée du temps de travail, contre les licenciements, etc.

Cédant aux pressions des puissances financières, au MEDEF, aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité.

**Dans un contexte où les inégalités se creusent et où la précarité se développe, les syndicats CGT, FSU et Solidaires invitent toutes les organisations syndicales à échanger entre elles sur la construction d'un mouvement unitaire de mobilisation interprofessionnelle :**

**Le 08 octobre prochain**